

17 novembre 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Micro tendu du Président à l'issue de sa visite en Argentine.

Journaliste

Monsieur le Président, on imagine que vous avez parlé avec le Président MILEI du Mercosur. Les agriculteurs commencent à manifester en France. Est-ce que vous pouvez leur garantir que vous serez en position de ne pas faire aboutir cet accord qui les inquiète ?

Emmanuel MACRON

Merci d'abord d'être là.

En effet, j'ai effectué cette visite de travail avant le G20, donc qui se tiendra au Brésil, pour m'arrêter ici et, pendant plusieurs heures, avoir des échanges approfondis avec le Président MILEI et plusieurs de ses ministres. L'un des objectifs est évidemment la défense de nos intérêts économiques.

Dans un premier temps, je suis venu ici pour défendre plusieurs contrats importants qui permettent d'ailleurs d'accompagner l'Argentine dans son développement, mais également de défendre nos intérêts en matière de métaux critiques, pour l'extraction du lithium, Eramet a des contrats des investissements importants. Et c'est pour nous important parce que, vous le savez, le lithium est une des ressources dont nous avons besoin pour, dans la durée, produire des batteries électriques et plusieurs éléments clés de la transition énergétique.

Ensuite, nous avons plusieurs entreprises qui ont confirmé récemment des investissements. Et puis, en matière de défense, nous avons des contrats qui sont en train d'avancer, les hauts patrouilleurs en particulier. Nous avons évoqué plusieurs autres contrats qui seront finalisés. J'ai voulu défendre l'industrie française, des intérêts français lors de cette visite qui a été fructueuse, en particulier donc en matière d'extraction et en matière de transition énergétique et de défense.

J'ai également dit de manière très sincère et très claire au Président argentin le fait que la France, aujourd'hui, ne signerait pas en l'état ce traité Mercosur. Je le dis depuis plusieurs années, ça a été répété par le Gouvernement comme par tous les gouvernements précédents. Et cette fermeté que nous avons, elle est simple, c'est que nous ne croyons pas au préaccord tel qu'il a été négocié. D'abord parce qu'il vient de très loin, ensuite parce qu'il ne prend pas en compte toutes les évolutions que nous avons faites nous-mêmes sur nos propres marchés. Et comme je lui ai dit, pour l'Argentine, il serait très mauvais pour sa réindustrialisation, et pour nous, il serait très mauvais pour notre agriculture. Je vais être simple, nous ne pouvons pas demander à nos agriculteurs en Europe, agriculteurs français, mais c'est vrai pour tous les agriculteurs européens, de changer leurs pratiques, de se passer de certains produits phytosanitaires, d'avoir, ce qui est notre fierté, une agriculture qui est de grande qualité, et en même temps d'ouvrir notre marché à des importations massives de produits qui ne respecteraient pas les mêmes critères. C'est exactement d'ailleurs ce que nous avons défendu il y a plusieurs années lorsque nous avons finalisé une négociation avec le Canada et qu'on a mis des mesures qui ont empêché de faire rentrer le bœuf lorsqu'il utilisait certains produits, en particulier les hormones ou les produits antibiotiques. Ça a marché, ce qui fait d'ailleurs que l'accord qui est d'ores et déjà appliqué avec le Canada, il est très favorable à notre agriculture.

Ces garanties, nous ne les avons pas aujourd'hui avec le Mercosur. Et donc oui, la France s'oppose à cet accord. Et je vais vous dire, le Président MILEI m'a dit lui-même qu'il n'était pas satisfait de cet accord et qu'il n'était pas satisfait du fonctionnement actuel du Mercosur, ce qui est un des points sur lesquels nous avons convergé. Je pense que je sors de ces entretiens avec la conviction que nous n'y sommes pas. Et donc je veux ici rassurer nos agriculteurs.

Journaliste

Mais vous dites « on ne signera pas » mais le problème, c'est que l'Europe est capable de signer sans la France.

Emmanuel MACRON

Là, j'ai d'abord l'Argentine qui dit qu'elle n'est pas contente de l'accord elle-même.

Journaliste

Peut-être pour des raisons opposées.

Emmanuel MACRON

Pour des raisons opposées, ce qui vous montre qu'on n'est pas à un accord. Si chacun demande plus de chaque côté, ça vous montre bien que nous ne sommes pas à un accord.

Ensuite, je vais être très clair, la position que la France, depuis plusieurs années, occupe a permis, toutes ces années, ça fait sept ans que je m'oppose à ce traité. Et j'en parle à nos agriculteurs les yeux dans les yeux.

Est-ce que, depuis que je suis Président, je n'ai pas tenu mes engagements ? Jamais. Lorsqu'on a signé avec le Canada, on a obtenu des garanties. Et je vous ai dit que cet accord sera bon pour vous. Cinq ans après la mise en application provisoire de l'accord avec le Canada, il est bon pour l'agriculture française, contrairement à ce que tous les mensonges qui circulent peuvent dire, c'est-à-dire qu'on exporte plus de lait, plus de fromage vers le Canada et beaucoup d'autres produits agricoles, et que ce qu'on nous décrivait comme l'invasion d'une viande qui n'avait pas les mêmes critères à l'arrivée n'est pas arrivé, parce qu'on avait mis des garanties. Et là, je vous le dis, ces garanties, aujourd'hui, elles n'y sont pas sur le Mercosur. C'est pour ça que nous allons continuer de nous opposer.

D'abord, je constate qu'il y a plusieurs pays au sein du Mercosur, qui ne sont pas satisfaits de cet accord. Et ensuite, il y a plusieurs autres pays européens qui ne sont pas satisfaits. Donc, on va continuer de travailler fermement pour défendre notre modèle. Et pourquoi ? Parce que je suis cohérent. Quand je m'exprimais devant les Françaises et les Français au printemps 2020, en plein covid, en disant « nous serions fous de déléguer notre alimentation à d'autres, et la souveraineté alimentaire a un sens ». C'est-à-dire qu'on veut pouvoir produire, en européen et en particulier en français, ce qui est important pour nous, notre alimentation. C'est vrai aujourd'hui. Et donc, je ne veux pas qu'on cède de notre souveraineté alimentaire. Et l'agriculture française et européenne n'est pas un facteur d'ajustement à des mauvais accords.

Journaliste

Monsieur le Président, vous dites que la France est contre mais elle est seule, ce n'est pas le cas des autres pays d'Europe.

Emmanuel MACRON

Non, pas du tout. Il ne faut pas être seul, vous avez raison. Il ne faut pas être seul, il faut avoir ce travail de conviction, mais il faut aussi éviter les caricatures. Là, on considère que le Mercosur en l'état est un mauvais accord, on s'y oppose.

Après, le commerce en général est bon pour l'agriculture française. Je rappelle quand même en même temps que la France qui a un déficit commercial, que nous cherchons à améliorer par toutes les réformes qu'on a faites depuis sept ans pour être plus compétitifs, pour réindustrialiser. Ce déficit, il est dû en négatif au fait qu'on est très dépendants de notre énergie.

C'est pour ça qu'on fait cette transition pour moi, importer l'hydrocarbure qu'on ne produit pas chez nous. Mais on a deux-trois grands postes où on est bons à l'export : l'aéronautique, le luxe et l'agroalimentaire. Il ne faut jamais l'oublier.

Donc notre agriculture française, il ne faut pas non plus qu'elle ait l'image d'elle-même ou qu'on ait l'image qu'elle devrait être fermée. Elle doit être ouverte. Et donc, il est normal qu'on importe des produits qu'on ne produit pas chez nous, parce qu'on veut en exporter aussi. Et que nos producteurs de blé, que nos producteurs de raisins et derrière nos viticulteurs, ils sont très heureux d'avoir des marchés à l'export, qui sont l'essentiel parfois de leurs débouchés. Donc on est pour une agriculture ouverte, mais pour des contrats commerciaux qui soient justes. Ce qui est très important de comprendre, c'est que nous défendons le commerce international, nous défendons le modèle agricole français qui est de très grande qualité et qui est en train de faire sa transition avec beaucoup d'efforts, qu'on défend en ouverture, mais qu'on veut pour nos producteurs que les règles soient justes, qu'il y ait une concurrence équitable.

Quand on demande, eh bien, qu'on se passe de certains produits phytosanitaires, qu'on respecte des règles, ce qui est un effort qu'on demande à nos producteurs, on demande la même chose à ceux qui viennent importer sur notre marché. C'est juste et c'est de bon sens.

Journaliste

Pensez-vous que l'Europe puisse piétiner la voix de la France, qui est un pays fondateur ?

Emmanuel MACRON

Non, je ne le crois pas.

Je ne le crois pas. Et je reconnais à la présidente VON DER LEYEN un très grand respect de la parole de la France, de notre position. Nous, je dis juste, voilà ce qu'on veut, c'est qu'il y ait des règles justes. Elles ne sont pas juste dans l'accord tel qu'il est là. Et donc on va continuer de travailler avec tout le monde. Moi, je pense que le bon cadre avec cette région, qui est très importante stratégiquement pour nous, l'Argentine, le Chili, avec lequel nous avons fait un accord, qui, lui, est juste, c'est pour ça que nous l'avons soutenu. Mais l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, la Bolivie, donc tous les pays qui constituent le Mercosur, qu'est-ce qu'on a besoin de faire ?

D'avoir un accord qui définit un bon cadre d'investissement, qui ouvre certains domaines où on a des intérêts, qui permette d'avoir des partenariats sur les matériaux critiques. Mais il ne doit pas sacrifier l'agriculture européenne. C'est ça, ce qu'on dit. Si on est raisonnable tous, il y a un chemin possible. Mais il ne se fera pas au détriment de nos agriculteurs.

Après, vous savez, les difficultés que vivent nos agriculteurs aujourd'hui n'ont rien à voir avec le Mercosur, puisqu'il n'est même pas signé. Elles sont liées à des difficultés secteur par secteur qui sont liées aux épizooties. Là-dessus, le Gouvernement accompagne, comme tous les gouvernements précédents, les agriculteurs pour justement qui sont indemnisés, qu'on puisse vacciner à chaque fois.

Enfin, pardon, cette colère s'explique par des récoltes qui ont été très mauvaises. Conséquence aussi des règlements climatiques et d'un modèle dans certaines régions qu'il faut revoir. Une réglementation trop importante, c'est pour ça qu'il y a tout un plan qui a été fait en début d'année par le Gouvernement de Monsieur ATTAL, qui a été déroulé, mis en œuvre tout au long de l'année et qui, d'ailleurs, continue à être mis en œuvre par le Gouvernement de Monsieur BARNIER. Tous les engagements par les Gouvernements successifs ont été tenus et je salue leur engagement. Et il permet de simplifier l'avis de nos agriculteurs.

Ils veulent quoi ? Qu'on les aide face aux épizooties, qu'on les aide face aux conséquences de changements climatiques, qu'on simplifie leur vie, qu'on garde une Europe forte, parce que sans l'Europe, on n'a pas de modèle agricole, qu'on leur permette d'avoir un commerce et d'exporter, d'importer, mais qu'on le fasse en les protégeant lorsque c'est inéquitable. C'est ce qu'on fait avec le Mercosur. Donc, on est à chaque fois au rendez-vous avec nos paysans, parce qu'on croit à la souveraineté alimentaire française, mais aujourd'hui, leurs difficultés ne sont pas liées non plus au Mercosur.

Journaliste

Monsieur le Président, il y a beaucoup de spéculation sur une possible sortie de l'Argentine de l'Accord de Paris sur le climat, leurs négociateurs ont quitté la COP29 à Bakou. Est-ce que vous avez eu en ce sens des gages ? Est-ce que vous avez pu convaincre le président MILEI ?

Emmanuel MACRON

Non, nous avons des accords et des désaccords, nous le savons. Ce n'est pas une surprise. Il ne m'a pas confirmé pour autant ces choix de sortie de l'Accord de Paris, mais nous n'avons pas la même vision des choses sur le climat avec le président MILEI. J'ai expliqué en détail pourquoi nous nous considérons qu'en matière de climat et de biodiversité, il était absolument indispensable d'avancer, d'avoir une coordination internationale, que d'ailleurs la politique que nous mettions en œuvre dans le cadre de l'Accord de Paris en France, eh bien, elle produisait des résultats, elle permettait de créer d'innovations, de créer des emplois et de baisser nos émissions. Et ces sept dernières années, alors même que nous avons créé plus de deux millions d'emplois marchands en France, que nous avons réindustrialisés en créant en net plus de 300 usines, eh bien, elle nous a permis de faire plus que multiplier par quatre la baisse de nos émissions de CO2. Quand en 2017, nous diminuons de 1 % nos émissions de CO2, on les diminue de 4,3-4,5 % ces deux dernières années. Donc, on peut avoir des résultats, et ça n'est pas vrai de dire que l'engagement climatique est décroissant. Donc voilà, nous avons eu un débat, mais nous ne sommes pas d'accord. Pour autant, la France continuera de s'engager avec l'Europe, avec ses grands partenaires pour continuer d'aller sur ce chemin, parce que c'est celui dont notre planète a besoin, c'est celui qui nous permet d'avoir des modèles de développement harmonieux, et c'est aussi la dette qu'on a à l'égard des générations à venir.

Journaliste

Donc la sortie de l'Argentine est toujours un risque ? Parce que vous n'auriez pas...

Emmanuel MACRON

C'est évidemment quelque chose qui n'est pas dans la main de la France, donc je ne vais pas postuler pour autrui.

Journaliste

Sur l'Ukraine, Monsieur le Président, votre homologue, Monsieur SCHOLZ, chancelier allemand, a parlé à POUTINE vendredi dernier. ZELENSKY a dit que c'était « ouvrir la boîte de Pandore ». Est-ce que vous êtes de même avis de Monsieur ZELENSKY ou est-ce que vous jugez que parler à POUTINE en ce moment, ça peut être utile ?

Emmanuel MACRON

Je pense surtout qu'aujourd'hui, l'Ukraine a subi une attaque qui est l'une des plus intenses depuis le début du conflit. J'ai évidemment d'abord une pensée pour le peuple ukrainien, ses armées et ses dirigeants. Et redire que dans le contexte, je crois qu'il est clair que les intentions du Président POUTINE sont d'intensifier ces combats. On le voit depuis plusieurs semaines.

Dans ce contexte, nous, nous devons tenir nos engagements à l'égard des Ukrainiens, c'est-à-dire leur permettre de mener cette guerre de résistance, livrer des armes, des équipements, faire comme nous venons de le faire et les soldats sont en train de quitter le territoire français. Nous avons formé et équipé une brigade. C'est des engagements que j'avais pris en février dernier à Paris. La brigade Anne de Kiev est en train de rejoindre le sol ukrainien pour y mener cette guerre de résistance et permettre d'avoir les équipements dont l'Ukraine a besoin pour résister. Et ensuite, dans des termes qui seront à déterminer par les Ukrainiens, respectueux du droit international, il faudra qu'une paix durable soit négociée, c'est-à-dire une paix qui permet de régler les questions territoriales, mais aussi de garantir la sécurité et d'une Ukraine qui puisse durer. Je crois qu'aujourd'hui, si on a besoin de savoir quelles sont les intentions de Monsieur POUTINE, ce qu'il vient de faire sur le terrain les signe clairement. Quelles que soient ses déclarations, il ne veut pas la paix et n'est pas prêt à la négocier. Je crois que notre devoir à tous, c'est véritablement de pousser la Russie à cesser le combat pour négocier la paix selon des termes respectueux du droit international.

Journaliste

Est-ce que c'était nécessaire de lui parler ?

Emmanuel MACRON

Non mais vous savez, je ne suis pas là pour commenter. Je pense que chaque dirigeant est totalement libre de prendre des initiatives, c'est toujours une bonne chose de prendre des initiatives, de pouvoir discuter les uns avec les autres, puis de se coordonner. Je ne suis pas là pour commenter les uns avec les autres. On doit rester unis.

Moi, je veux qu'on reste avec le Premier ministre britannique, le Chancelier allemand, l'ensemble des dirigeants européens, mais aussi tous les dirigeants du monde qui sont avec nous. On doit rester unis avec les Ukrainiens et, dans cet agenda, de véritable paix, c'est-à-dire une paix qui ne soit pas la capitulation de l'Ukraine. Tous les commentaires qui nous divisent sont malvenus.

Journaliste

Et vous, vous souhaitez parler à Monsieur POUTINE, à nouveau aussi, dans cet optique-là ?

Emmanuel MACRON

Je n'ai jamais exclu ça, je l'ai longtemps fait, mais quand le contexte et les conditions s'y prêteront. Avec ce qui se passe aujourd'hui, il faut d'abord équiper, soutenir et permettre à l'Ukraine de résister. C'est la clé des prochains jours et des prochaines semaines.

Journaliste

Vous en avez parlé avec Monsieur SCHOLZ cela finalement ?

Emmanuel MACRON

Je vais le retrouver tout à l'heure, donc on aura l'occasion.

Journaliste

Pour vous, le contact n'est pas rompu ?

Emmanuel MACRON

Je ne ferai pas de commentaires sur ce qui est fait. Moi, je considère que l'agenda est clair sur ce qu'on doit faire. Et puis, il nous faut préparer aussi, évidemment, la suite. C'est-à-dire qu'il est absolument indispensable de donner de la visibilité aux Ukrainiens sur les garanties de sécurité et le soutien. Ils nous ont posé des questions très claires. Est-ce que vous êtes prêt à ce qu'on soit membre permanent, membre invité de l'OTAN ? Enfin, invité permanent, pardon, de l'OTAN. Est-ce que vous êtes prêt à ce qu'on rentre dans l'OTAN ? Quelle garantie de sécurité, vous êtes prêt à nous apporter ? C'est ça, ce que nous devons travailler ensemble pour aujourd'hui et pour demain.

Journaliste

Cela sera-t-il à l'agenda du G20 finalement ou pas ?

Emmanuel MACRON

Vous savez, ce sera discuté au G20, tout comme la situation au Proche-Orient, et là, évidemment, à Gaza, au Sud-Liban, tout comme tous les sujets. Mais nous savons, et je le dis aussi pour rappeler le cadre, parce qu'on a tendance à l'oublier, le G20, c'est la réunion des 20 principales économies mondiales qui a été réveillée d'un très long sommeil au moment de la crise financière de 2008. Et donc, ce sont des pays qui sont là pour se coordonner essentiellement en termes économiques, de régulation financière et des grandes questions qui touchent au commerce et aux équilibres internationaux. Mais nous savons que ces 20 pays ne sont pas affinitaires toujours en termes de valeurs ou d'agenda diplomatique. Et donc, je pense qu'il faut qu'on sorte d'une espèce de chorégraphie permanente où, avant chaque G20, on se dit c'est terrible, ils ne sont pas d'accord sur l'Ukraine, c'est terrible, ils ne sont pas d'accord. On ne va pas être d'accord sur l'Ukraine dans le G20, il y a la Russie. C'est terrible, ils ne sont pas d'accord sur l'Israël et la Palestine. C'est terrible, ils ne sont pas d'accord sur les droits de l'homme, l'égalité femmes-hommes ou ceci ou cela. Oui, parce que, d'ailleurs, ça n'a pas été conçu comme cela. Autant le G7 est un groupe de pays de démocratie, qui constitue les principales économies et donc sont infinitaires en termes de valeur. Autant le G20, non. Vous avez des régimes très différents. Vous avez des monarchies du Golfe, vous avez la Chine. Bon, donc on ne va pas redécouvrir, on ne va pas réinventer le fil à couper à beurre.

Journaliste

Il y a deux ans, il y a eu des langages sur l'Ukraine.

Emmanuel MACRON

C'est tout à fait vrai, parce que vous avez des moments.

Mais évidemment, parce que vous avez des moments aussi où il y a des dirigeants qui changent. Mais vous savez par nature que ces pays, alors, le langage qui a été tenu il y a deux ans, vous considérez qu'il n'allait pas assez loin sur l'Ukraine. Et il allait beaucoup moins loin que ce qu'on faisait en G7 ou en Européen, évidemment. Et donc là, le travail de nos équipes, c'est de, comme on dit, préserver le langage, c'est-à-dire faire en sorte qu'au moins ce qui a été défini comme des accords reste. Mais ce n'est pas l'objectif premier du G20. L'objectif, c'est d'avoir cette coordination sur ces sujets. Et après, c'est une opportunité de discuter des autres sujets. Et c'est pour ça qu'il faut accepter de discuter, parfois de partager des désaccords. Et c'est l'utilité aussi de ces forums, parce que quand on discute, y compris de ces désaccords, on évite d'accroître ces derniers et on évite d'aller vers justement, une escalade. Rien que pour cela, ça a une vertu. Voilà.

Et ce que je veux dire par là, c'est qu'il ne faut pas voir le résultat de ces forums simplement au communiqué, mais par la discussion et la compréhension des accords et des désaccords, il y a un chemin. Et c'est d'ailleurs le chemin même de la diplomatie. La diplomatie, c'est parler avec des gens avec qui on n'est pas d'accord, voir avec des gens avec qui on est en guerre. Sinon, on ne parle qu'entre soi, ça nous permet d'avancer.

Je vais maintenant aller au Brésil. À tout à l'heure. Merci beaucoup.